



Vendredi 20 mai 2011

UN DÉBRAYAGE RÉUSSI

IL FAUT EN REMETTRE UNE COUCHE

PAS DE CONCESSION

NOS SALAIRES DOIVENT AUGMENTER

Par le mouvement de grève d'hier, nous avons réussi à faire entendre le ras le bol de la situation. Nous étions 400 salariés environ à envahir les bureaux et à demander des comptes directement à la direction.

Cela n'a pas été facile car dans un premier temps la partie administrative était interdite d'accès. Finalement, en cherchant bien, nous avons trouvé une faille : un passage qui avait été oublié et c'est par là que nous sommes tous entrés pour occuper la partie devant les bureaux de la direction.

Surprise, la direction s'est alors retrouvée en quelques secondes devant des centaines de salariés mécontents. Il a bien fallu qu'elle s'explique. Le DRH a justifié la politique de gel des salaires, les efforts à faire pour les salariés, l'amélioration de la compétitivité ... il a eu le temps de développer le discours habituel. Seulement, cela n'a convaincu personne. Les collègues ont pu exprimer en direct leur refus de faire de nouveaux sacrifices et l'exigence légitime de voir les salaires augmenter.

A 10 heures, en assemblée générale, nous avons décidé ensemble d'arrêter l'occupation des bureaux pour reprendre l'action demain matin à 9 heures. En effet, la 3^{ème} et peut être la dernière réunion de « négociation » a lieu ce vendredi à 9h30.

Soyons tous présents là où se joue notre pouvoir d'achat et notre niveau de vie pour demain !

IL FAUT FRAPPER UN GRAND COUP !

Il est possible de changer la donne. Mais pour cela, nous devons nous en donner les moyens. Pour faire reculer la direction, pour réussir à imposer de véritables hausses de salaires, notre lutte doit être efficace.

De ce point de vue là, la réussite de l'action d'hier montre la voie. Elle montre que, comme sur l'emploi, quand nous agissons collectivement nous pouvons faire trembler la direction. Certes, trembler n'est pas reculer mais c'est une première étape.

L'objectif de demain est d'empêcher le quasi blocage des salaires pour 3 ans, ce qui nous condamnerait à une chute importante, et à coup sûr, de notre pouvoir d'achat (rappel inflation, plus de 2 %). L'enjeu est aussi de donner un signal fort en réponse aux menaces de la direction. Car il y a un danger que dans la période qui vient, Ford essaie d'aller plus loin en s'attaquant à nos acquis sociaux (RTT, primes ...). Il y a une logique dangereuse qui se met en place et il faut la refuser tout net. Se défendre aujourd'hui c'est aussi prévenir les attaques de demain.

Nous n'avons aucune raison d'accepter des reculs de notre niveau de vie. Rappelons-nous que nos salaires vont baisser avec la perte de la prime 2x8 et le chômage partiel. Refusons cette alternative. Rien n'est fait ni perdu. Nous pouvons évidemment encore agir et obtenir que les choses changent. Nous n'avons aucune raison de nous résigner à de nouvelles « concessions ».

L'unité des syndicats CFTC - UNSA - CFDT et CGT est importante car cela peut nous encourager pour aller plus loin. Nous avons besoin d'être nombreux et déterminés. Nous avons besoin de prendre confiance en nous-mêmes, dans notre capacité à agir ensemble, dans la solidarité car il faut vraiment se serrer les coudes.

Agissons à nouveau demain et soyons plus nombreux car il s'agit de mettre la pression sur la direction FAI et sur Ford qui doit suivre la situation de près.

A L'APPEL DES SYNDICATS : RASSEMBLEMENT À 9 HEURES, DEVANT LE SERVICE DES RELATIONS ATELIER

Mobilisons-nous au moment de la 3^{ème} réunion, montrons à la direction que nous ne lâcherons pas sur la question des salaires. Nous tous, salariés, intervenons directement dans les « négociations », c'est la meilleure façon de faire avancer les choses.



Voici des extraits d'un tract national de la CGT sur la question des salaires :

Il faut augmenter les salaires, parce que votre travail le vaut bien !

Agir unitairement sans attendre 2012, tel est le souhait des salariés

Pour 76 % (sondage Harris / l'Humanité Dimanche), la revalorisation des salaires doit être le dossier prioritaire pour les organisations syndicales, puis 72 % pour la défense de l'emploi et 70 % sur la protection sociale.

74 % souhaitent que les syndicats se mettent d'accord sur les revendications pour être plus efficace et 80 % pensent préférable qu'ils agissent rapidement sur ces dossier sans attendre l'échéance présidentielle de 2012.

Par contre, dans un autre sondage, il sont 54 % à demander que le dossier retraite soit traité dans la campagne de 2012.

Face à cela, seule la mobilisation des salariés dans les entreprises change la donne

Les mobilisations unitaires, dont le traitement médiatique reste bien discret, sont souvent gagnantes. Les salariés de General Motors dans le Val d'Oise ont obtenu une augmentation de salaire de 60 euros en mars. Ceux de ZF Bouthéon dans le 42 aussi ainsi qu'une revalorisation de la prime de fin d'année et 25 embauches.

Les salariés de Mercedes à Strasbourg ont obtenu 90 euros, soit une augmentation générale de 6 %. Chez Dassault Falcon Service au Bourget, les réajustements de salaires et l'obtention d'une grille unique sont chose faite. Les augmentations vont de 59,71€ à 241,30, (essentiellement des jeunes), voire 303,02 euros (essentiellement des femmes) comblant ainsi un peu les inégalités. Les salariés de Carrefour, d'Owens-Illinois France, de Villeroy et Boch valence d'Agen, de Verallia France ont gagné une augmentation moyenne de 150 euros par mois en se mobilisant massivement.

Les Franck et Pignard de Haute-Savoie ont gagné 45 euros d'augmentation générale, la transformation d'une prime trimestrielle en prime mensuelle, ce qui représente une augmentation de 43 euros par trimestre. Ceux

des restaurants Eurogastronomie de Disney village ont obtenu la mise en place d'un 13^e mois sur trois ans.

Par la mobilisation dans les entreprises, ces victoires démontrent qu'une autre répartition des richesses est possible car les résultats des entreprises parlent d'eux-mêmes : les profits ont atteint 84 milliards d'euros en 2010 et les dividendes vont exploser.

Le total des salaires des patrons du CAC atteint cette année plus de 98,3 millions d'euros, soit une moyenne de 2,46 millions d'euros par dirigeant et 24 % de plus qu'en 2009 ! En moyenne le salaire d'un dirigeant du CAC 40 représente 150 fois celui d'un salarié au Smic.

En 1950, pour 100 euros de salaire brut versé aux salariés, les entreprises versaient 10 € de dividendes à leurs actionnaires et 4 € de charges d'intérêts. Aujourd'hui, pour 100 euros de salaire versés aux salariés, les propriétaires reçoivent 49 € et les créanciers 18 €. Autrement dit, les prélèvements financiers sont équivalents à deux tiers du salaire brut.

Les salariés vivent de plus en plus mal de leur travail

Les derniers chiffres de l'Insee sont éloquentes : 13 % de la population française vit en dessous du seuil de pauvreté avec moins de 949 euros par mois. Les dossiers de surendettement ont augmenté de 17 % entre décembre 2010 et février 2011 selon la Banque de France, et concerne 900 000 ménages. 50 % des salariés perçoivent un salaire de moins de 1 600 euros par mois... L'année 2010 aura été l'année des plus faibles augmentations de salaires depuis dix ans, alors que les dépenses contraintes (énergies, loyers...) représentent en moyenne le tiers du revenu des ménages.